

Table des matières

Introduction.....	5
Liste des abréviations.....	7
Relevé des principales lois récentes du Grand-Duché de Luxembourg.....	11
A	
ABANDON DE FAMILLE.....	16
ABUS DE BIEN SOCIAUX – (VOIR INFRACTIONS CLANDESTINES)	16
ABUS DE CONFIANCE.....	17
1. Prescription	18
2. Droits immobiliers.....	18
ABUS DE DROIT	18
ABUS DES DROITS PROCESSUELS.....	19
ABUS DE FONCTION – (VOIR : INGÉRENCE, DÉLIT)	20
ACCÈS AU DOSSIER – (VOIR : DROIT DE LA DÉFENSE).....	20
ACCIDENT DE TRAVAIL.....	20
1. Recours contre entrepreneur (article 115 du Code des assurances luxembourgeois)	22
2. Ivresse – Faute intentionnelle	22
3. Accident de trajet (article 92.2. du C.A.S.).....	22
4. Maladie professionnelle.....	23
ACQUIESCENCE.....	23
1. Acquiescement ne se présume pas.....	24
2. Acquiescement à un jugement interlocutoire	24

3. Acquiescement à un jugement ayant ordonné une expertise – Assistance à l'expertise sans réserve	24
4. Acquiescement – Droit du travail – Contrat judiciaire.....	24
5. Acquiescement tacite	24
ACTE AUTHENTIQUE (FOI DUE À L'ACTE – ARTICLE 1319 DU CODE CIVIL)....	25
ACTE DE COMMERCE.....	26
ACTE DE NAISSANCE	27
ACTION CIVILE.....	27
1. Définition	27
2. <i>Una via electa</i>	28
ACTION DE <i>IN REM VERSO</i>	29
ACTION DIRECTE (VOIR ASSURANCE).....	30
ACTION EN JUSTICE	30
1. Intérêt à agir	30
2. Abus	31
3. « Le criminel tient le civil en état »	32
4. La règle ne s'applique pas aux jugements provisoires	33
5. La règle ne s'applique pas à la procédure des référés.....	34
ACTION EN PARTAGE – (VOIR PARTAGE)	34
ACTION EN RÉDUCTION – (VOIR PARTAGE D'ASCENDANT)	34
ACTION EN RESCISON – (VOIR PARTAGE D'ASCENDANT)	34
ACTION OBLIQUE	35
ACTION PAULIENNE	36
ACTIONS POSSESSOIRES	37
ACQUIS – DROITS ACQUIS EN DROIT ADMINISTRATIF (VOIR DROIT ADMINISTRATIF).....	41
ADAGE.....	41
ADMINISTRATIF (DROIT)	42
1. Acte administratif	42
2. Acte administratif à caractère réglementaire (recours).....	43
3. Acte réglementaire : la légalité	44
4. Motivation d'un règlement grand-ducal : non	44
5. Droits acquis.....	45
6. Recours en annulation	45

7. Décision discrétionnaire du Ministre – Contrôle administratif	47
8. Le juge de la légalité.....	47
9. La mission du juge de la légalité.....	48
10. Détournement de pouvoir.....	48
11. Portée de l'annulation	49
12. Sursis à exécution d'une décision administrative	49
13. Principes généraux du droit en droit administratif	50
a) <i>Principe du contradictoire – accès au dossier administratif.....</i>	50
b) <i>Principe de la proportionnalité</i>	50
c) <i>Principe de la non-rétroactivité des actes administratifs ...</i>	51
d) <i>Décision de refus.....</i>	51
14. Plan d'aménagement	51
15. Étrangers	52
16. Compétence des juridictions judiciaires pour toiser la légalité d'un acte administratif à caractère individuel.....	53
17. Décision administrative – communication des éléments de fait et de droit à la partie concernée.....	53
18. Fonctionnaires.....	54
ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ – (VOIR DROIT DU TRAVAIL ET SOCIÉTÉ)	54
ADOPTION	55
1. Adoption plénière.....	55
2. Adoption simple (hypothèse rare).....	55
3. Non-reconnaissance d'une adoption étrangère.....	57
AGENT COMMERCIAL (NOTION – ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES – LOI DU 3 JUIN 1994)	57
Compétence judiciaire.....	58
AGENT IMMOBILIER	58
Contrat d'entreprise.....	58
1. Contrat d'agent immobilier – Qualification du contrat – Contrat d'entreprise (oui) – Contrat d'option de vente (non)....	58
2. Responsabilité de l'agent immobilier – Obligation de conseil découlant de la qualité de professionnel des transactions immobilières	60

3. Contrat conclu avec un agent immobilier – Dommages et intérêts	60
ALCOOLÉMIE – AMENDES	61
Législation routière au Luxembourg.....	61
ALÉA.....	62
ANESTHÉSISTE – (VOIR MÉDECIN).....	62
ANNULATION – RECOURS EN ANNULATION (VOIR DROIT ADMINISTRATIF)....	62
APPARENCE	62
Mandat.....	62
APPEL.....	62
1. Objet et exposé sommaire des moyens.....	63
2. Nature de la nullité	63
3. Nul ne se forclos soi-même	63
4. Signification.....	63
5. Intérêt.....	64
6. Jugement avant dire droit – dispositif.....	64
7. Jugement mixte	65
8. Indivisibilité.....	65
9. Jugement directement appelable	65
APPRÉCIATION SOUVERAINE.....	65
ARBITRAGE	66
Convention d'arbitrage	66
ARCHITECTE (L')	67
1. Contrat	67
2. Obligation de résultat.....	67
3. Obligations de conseil.....	68
4. Rôle de l'architecte dans la réception de l'ouvrage	69
5. Honoraires	70
6. Résiliation du contrat.....	70
7. Responsabilité <i>in solidum</i>	70
ARMES	71
ARRESTATION ARBITRAIRE.....	71

ARRESTATION À L'AUDIENCE	72
ARRÊTÉ DE COMPTE	72
ASILE	72
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE – (VOIR SOCIÉTÉ)	73
ASSISTANCE SOCIALE	73
ASSOCIATION DE MALFAITEURS	73
ASSURANCE (LOI DU 27 JUILLET 1997 SUR LE CONTRAT D'ASSURANCE)	74
1. Nature du contrat	75
2. Assurance – Prescription de 3 ans	75
3. Réticence	76
4. Assurance à caractère forfaitaire	76
5. Obligation de mise en garde	76
6. Transaction	77
7. Assurance-vol	77
8. Assurance de choses – Assurance contre le vol – Charge de la preuve du vol – Nécessité d'indices constituant des présomptions graves, précises et concordantes	77
9. Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs	78
10. Action directe (article 89 de la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance)	78
11. Assurance de responsabilité civile	79
ASTREINTE	79
Possibilité de remise en cause dans les seuls cas de faillite ou de décès du débiteur de l'astreinte	81
ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE – (VOIR PRÉJUDICE)	82
ATTENTAT À LA PUDEUR	82
ATTESTATION FAUSSE – (VOIR QUALIFICATIONS)	83
AUDIT FINANCIER	84
1. Définition de l'ordre des experts-comptables	84
2. Définition du groupement ATH	84
3. Caractéristiques communes	84

AUTORISATION DE SÉJOUR – (VOIR ADMINISTRATION)	84
AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE – (VOIR JUGEMENT SUB 3)	84
1. <i>Res Judicata Pro Veritate Habetur</i>	85
2. L'autorité de la chose jugée ne peut être opposée lorsque les événements postérieurs sont venus modifier la situation antérieurement reconnue en justice.	85
3. La chose jugée suppose la triple identité de parties, d'objet et de cause	85
4. La chose jugée est une qualité acquise qui ne peut être remise en question	85
5. Toute décision juridictionnelle acquiert autorité de chose jugée le jour de son prononcé	85
6. Autorité de la chose jugée au pénal sur le civil	86
7. Le rejet global de toutes autres demandes	86
8. Autorité de la chose jugée d'une décision étrangère	86
9. Effets	87
10. Effets à l'égard d'un tiers	87
AUTORITÉ PARENTALE	88
1. Définition	88
a) <i>Autorité parentale conjointe – Définition et conditions..</i>	88
2. L'Arrêt de la Cour constitutionnelle du 12 décembre 2008	89
a) <i>Questions préjudiciales, 302 alinéa 1^{er} et 378 alinéa 1^{er} du Code civil</i>	89
b) <i>Arrêt</i>	90
3. Jouissance légale des biens de l'enfant	93
AUTORITÉ PARENTALE – LOI DU 27 JUIN 2018 – (VOIR DIVORCE)	94
AVANTAGES MATRIMONIAUX – (VOIR COMMUNAUTÉ)	99
AVERTISSEMENT – (VOIR TRAVAIL)	99
AVEU	99
1. Définition	99
2. Modalités	99
3. Force probante de l'aveu en matière pénale	100
a) <i>Principe</i>	100
b) <i>Application jurisprudentielle</i>	101

4. Appréciation souveraine des juges du fond	101
AVOCATS (LA LOI DU 10 AOÛT 1991).....	102
1. Code de déontologie avocats.....	102
2. Mandat.....	102
3. Responsabilité professionnelle – Avocat – Devoir de conseil – Étendue	104
4. Responsabilité civile.....	105
5. Honoraires (Frais d'avocat, principe de la répétabilité).....	105
6. Secret professionnel	105
7. Les avocats et la prévention du blanchiment : directive 4 décembre 2001.....	105
8. Devoir de conseil.....	106
9. Le devoir de compétence	106
10. Droit de rétention.....	106
11. Confidentialité	107
12. Honoraires	112
AVORTEMENT	113

B

BAIL (LE).....	116
1. Généralités	116
a) <i>Définition</i>	116
b) <i>Preuve d'un bail civil</i>	116
c) <i>Preuve d'un bail commercial.....</i>	117
d) <i>Chose d'autrui.....</i>	117
e) <i>Prix</i>	117
f) <i>Modalités de résiliation.....</i>	117
g) <i>Obligation d'exploiter – résiliation</i>	117
h) <i>Tacite reconduction</i>	117
i) <i>L'obligation de fournir une jouissance paisible</i>	118
j) <i>Le vice de la chose</i>	118
k) <i>Vice d'un tiers ou cause étrangère</i>	120
l) <i>Champ d'application de l'article 1733 du Code civil.....</i>	120
m) <i>Fin du bail</i>	120

n) <i>Dégâts locatifs</i>	121
o) <i>Garantie locative</i>	122
p) <i>Contrat de location</i>	122
q) <i>Indemnité de relocation</i>	123
2. La loi du 21 septembre 2006	124
a) <i>Application</i>	124
b) <i>Exclusion</i>	124
c) <i>Dérogation partielle pour les logements avec confort moderne-non- standard</i>	124
d) <i>Forme</i>	124
e) <i>Ordre public</i>	124
f) <i>Fixation du loyer – garanties locatives – Charges</i>	125
g) <i>Réévaluation</i>	125
h) <i>Logement avec confort moderne – non standard (article 6)</i>	126
i) <i>Durée du bail</i>	126
j) <i>Délai – Usage des lieux</i>	126
k) <i>Cessation – Prorogation – Trois cas qui interrompent la prorogation</i>	126
l) <i>Délai de résiliation dans les trois cas ci-dessus</i>	126
m) <i>Forme et contenu de la lettre de résiliation</i>	127
n) <i>Prorogation de délai : Article 12.3</i>	127
o) <i>Logement de service</i>	127
p) <i>Indemnité pour déguerpissement abusif – Dommages et intérêts</i>	127
q) <i>Droit de préemption (après dix-huit ans de bail)</i>	127
r) <i>Sursis ordinaire – Formalités</i>	128
s) <i>Sursis commercial – Article 31-2</i>	128
t) <i>Hébergement des proches</i>	129
3. Verbal	129
a) <i>Preuve si pas un début d'exécution</i>	129
b) <i>Preuve si début d'exécution</i>	129
4. Exécution	129
5. Exception d'inexécution	129
6. Bail commercial	130
a) <i>Destination (art. 1762-3)</i>	130
b) <i>Durée (applicable sauf pour les taux de courte durée) (art. 1762-4)</i>	130

c) <i>Garantie bancaire et supplément de loyer (art. 1762-5)</i>	131
d) <i>Cession – sous-location (art. 1762-6)</i>	131
e) <i>Résiliation – Reconduction tacite (art. 1762-7)</i>	131
f) <i>Décès du preneur commerçant (art. 1762-8)</i>	132
g) <i>Sursis de 9 mois (art. 1762-9)</i>	132
h) <i>Renouvellement (art. 1762-10)</i>	132
i) <i>Inexécution des obligations (art. 1762-11)</i>	133
j) <i>Indemnité d'éviction (art. 1762-12)</i>	133
k) <i>Droit de préemption – 18 ans (art. 1762-13)</i>	133
BANQUE	134
1. Règles de conduite	134
2. Devoir de non-immixtion	134
3. Devoir de mise en garde	135
4. Le secret bancaire	141
5. Gestion de fortune : obligation de moyens	146
6. Gestion de portefeuille : obligation de résultat	147
7. Divers	151
a) <i>Crédit garantie</i>	151
b) <i>Carte de crédit</i>	151
c) <i>Ordres de virement (responsabilité du banquier)</i>	152
d) <i>Prêt à taux d'intérêt révisable</i>	153
e) <i>Relevé et arrêté de compte</i>	153
f) <i>Dépôt de bourse</i>	154
8. Professionnel du secteur financier	154
9. Principe de la publicité loyale	155
BILAN	156
BLANC-SEING – (VOIR PREUVE)	156
BLANCHIMENT	156
1. Trafic de stupéfiants	156
2. Lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme	157
BLESSURE	157
BONNE FOI	158
BRIS DE SCELLÉS	158

C

CABINET MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN, COMMUNAUTÉ, PATIENT, PATIENTÈLE)	162
CAHIER DES CHARGES (EN DROIT ADMINISTRATIF)	162
1. Acte administratif attaquable	162
2. Acte individuel ou réglementaire – Critère de distinction...	162
CAISSE DE CONSIGNATION.....	162
CALOMNIE – (VOIR DIFFAMATION).....	163
CANNABIS MÉDICAL – LA LOI DU 20 JUILLET 2018.....	163
CARENCE PROCÉDURALE – (VOIR PÉREMPTION D'INSTANCE)	164
CARICATURE – (VOIR PRESSE)	164
CARTE DE CRÉDIT – (VOIR BANQUE)	164
CASCADE (ARTICLE 21 DU NOUVEAU DROIT DE LA PRESSE) – (VOIR PRESSE).....	164
CAS FORTUIT – (VOIR GARDE)	164
CASIER JUDICIAIRE – (VOIR PROCUREUR GÉNÉRAL D'ÉTAT).....	164
CASSATION (LOI DU 18 FÉVRIER 1881 MODIFIÉE PAR CELLE DU 6 AVRIL 1989)	165
1. Mission de la Cour de cassation	165
2. Voie de recours exceptionnelle	165
3. Finalité du pourvoi	165
4. Limites du contrôle : moyens nouveaux.....	165
5. Les deux catégories de contrôle	166
6. Domaines qui échappent au contrôle de la Cour de cassation – Matérialité des faits.....	166
7. Qualification d'un contrat – Contrôle.....	166
8. Contrôle par la Cour de cassation des principes généraux du droit.....	166
9. Cas d'ouverture de cassation	167
a) <i>Excès de pouvoir</i>	167
b) <i>Violation de la loi</i>	167
c) <i>Délai</i>	167
d) <i>Principe dispositif</i>	168
e) <i>Cassation – Principe qu'on ne peut exercer qu'un seul recours en cassation contre une décision</i>	168

CAUTION – (VOIR DROIT BANCAIRE)	169
CAUTION – DROIT BANCAIRE	169
CAUTION JUDICATUM SOLVI	170
Fixation – Principe de la proportionnalité	170
CAUTIONNEMENT	171
CEL FRAUDULEUX	172
CERTIFICAT MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN, SECRET MÉDICAL)	173
CERTIFICATS MÉDICAUX	173
CHAMBRE CRIMINELLE (ARTICLE 217 ET CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE)	173
CHANCE – (VOIR PRÉJUDICE)	173
CHANTIER (VOIR RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE OU QUASI DÉLICTUELLE)	173
CHIRURGIEN – (VOIR MÉDECIN)	173
CHOSE D'AUTRUI – (VOIR VENTE)	173
CHOSE JUGÉE – (VOIR AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE)	174
CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES	174
CIRCULATION	174
1. Priorité.....	174
2. Interdiction de conduire.....	176
3. Délit de fuite	176
4. Mise en circulation	177
CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION	177
CLAUSE DE STYLE	177
Dol et vice	177
CLAUSE PÉNALE	178
Portée	179
CLIENTÈLE D'UN CABINET MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN)	180
COMMISSION DE SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER (C.S.S.F.)	180
COMMISSION ROGATOIRE (ARTICLE 52 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE)	182
COMMUNAUTÉ	182
1. Remploi par anticipation	182

2. Récompense – Preuve	183
3. Ordre public.....	184
4. Reprise.....	185
5. Compte unique et indivisible	185
6. Libéralités faites aux époux.....	186
7. Libéralités faites à l'un des conjoints ou aux deux	187
8. Remboursement de dettes	187
9. Le procès-verbal de difficultés	188
10. Omissions affectant le procès-verbal de difficultés	189
11. Omission d'un bien à partager.....	190
12. Le partage des biens	190
13. Le partage des immeubles.....	191
a) <i>Le partage en nature</i>	191
b) <i>Propre</i>	193
c) <i>Immeuble non commodément partageable en nature</i>	193
d) <i>Incommodeité du partage en nature</i>	194
14. Llicitation	194
15. Cahier des charges.....	196
16. Liquidation immeuble	197
17. Le recel de communauté	197
a) <i>Généralités.....</i>	197
b) <i>Éléments constitutifs</i>	197
18. La rescission du partage pour lésion	199
a) <i>Principe</i>	199
b) <i>Disposition d'ordre public</i>	200
19. Indemnité d'occupation.....	201
a) <i>Prescription</i>	201
b) <i>Logement familial.....</i>	201
c) <i>Montant de l'indemnité d'occupation</i>	203
20. Impôts.....	203
21. Droit communautaire (compétence, exécution)	204
COMMUNAUTÉ DE VIE	204
COMMUNAUTÉ UNIVERSELLE (ARTICLE 1527).....	205

COMPÉTENCE	207
COMPROMIS	207
COMPTABLE – EXPERT-COMPTABLE (LOI DU 10 JUIN 1999)	208
1. Responsabilités	208
2. Irrégularités	208
3. Obligation de moyens ou de résultat	208
a) Responsabilité contractuelle du comptable – Obligation de moyens – Charge de la preuve – Erreur d'appréciation sur le régime fiscal d'une opération – Responsabilité (oui) – Réparation du préjudice soumise à la preuve que l'opération n'aurait pas été effectuée par le client s'il avait obtenu les bonnes informations	208
4. Secret professionnel	210
COMPTE COURANT	210
COMPTE UNIQUE – (VOIR COMMUNAUTÉ)	211
CONCOURS IDÉAL (EN DROIT PÉNAL)	211
CONCOURS RÉEL (EN DROIT PÉNAL)	211
CONCUBINAGE	211
1. Contribution aux charges de la vie commune	211
2. Comptes à la fin de l'union	212
3. Solidarité passive	212
4. Société	213
5. Acquisition immobilière	216
CONCURRENCE – (VOIR PUBLICITÉ TROMPEUSE)	216
1. Concurrence déloyale (loi du 30 juillet 2002)	216
2. Concurrence : débauchage de personnel	217
3. Clause de non-concurrence	219
CONDITION SUSPENSIVE (SANS DATE FIXE, ARTICLE 1176 DU CODE CIVIL)	220
CONFIDENTIALITÉ – (VOIR AVOCAT)	220
CONFISCATION – (VOIR BLANCHIMENT)	220
CONFLIT D'INTÉRÊTS – (VOIR AVOCAT)	220
CONNEXITÉ	221

CONSEIL DE DISCIPLINE	221
CONSEIL DE SURVEILLANCE – (VOIR SOCIÉTÉ)	221
CONSENTEMENT (ABSENCE DE) – (VOIR VIOLENCES)	221
CONSENTEMENT LIBRE (ARTICLE 375 DU CODE PÉNAL)	221
CONSOMMATEURS	222
CONSTITUTION	223
1. Cour constitutionnelle (<i>Instituée par la loi du 27 juillet 1997</i>)	223
2. Droit constitutionnel	226
CONSTRUCTION (DROIT DE LA) – (VOIR SUB ARCHITECTES – AGENT IMMOBILIER – ENTREPRENEUR DE CONSTRUCTION)	227
1. Autorisation de construire	227
2. Définition d'une construction et applications	227
a) <i>Autorisation de construire</i>	227
3. Le contrat d'entreprise	228
a) <i>Définition</i>	228
b) <i>Qualification – Œuvre du juge</i>	228
c) <i>Devis</i>	228
d) <i>Marché à forfait – Article 1793 du Code civil</i>	229
e) <i>Preuve du Forfait</i>	230
f) <i>Le Forfait et les aléas</i>	230
g) <i>Exception d'inexécution</i>	231
h) <i>Réception</i>	231
i) <i>Formes</i>	232
j) <i>Réception provisoire = réception sous condition suspensive</i>	233
k) <i>Vice apparent – vice caché</i>	233
l) <i>Clause de dédit</i>	233
m) <i>Copropriété</i>	234
n) <i>Construction gênante décennale</i>	234
o) <i>Construction – Maître de l'ouvrage – Immixtion</i>	234
p) <i>Construction – Vices de matériaux</i>	235
q) <i>Construction – Responsabilité de l'organisme de contrôle – Obligation de résultat</i>	235
r) <i>Liquidation</i>	236

CONTRAINTE	238
CONTRAT	238
1. Obligation – Article 1135 du Code civil	238
2. Obligation de moyens	239
3. Obligation de résultat	239
4. Obligation sans cause	239
5. Obligation du porte-fort de l'exécution	240
6. Compromis de vente – Condition suspensive	240
7. Accord de principe	241
8. Période précontractuelle – Rupture des pourparlers	243
9. Résolution (Article 1184 du Code civil) – Rupture unilatérale	243
10. Résolution unilatérale	244
11. Commercial – Faculté de remplacement (Article 1144 du Code civil)	244
12. Principe de cohérence	244
13. Fait du prince (en droit administratif)	244
14. Fait du prince (en droit privé)	245
15. Principe de loyauté dans les contrats	245
16. La force majeure	245
17. Preuve – Article 1348 du Code civil	246
18. Contrat d'échange	246
19. Contrat-rupture	246
20. Responsabilité délictuelle	247
21. Exception d'inexécution	247
22. Choix de la loi applicable : 17 décembre 2009	249
a) <i>Rome I</i>	249
b) <i>La loi applicable à défaut de choix : suppression du principe de proximité</i>	250
23. Contrat de travail	250
24. Contre-lettre	250
25. Erreur sur la personne	251
26. Compromis de vente	252

27. Nullité	254
28. Obligation de renseignement	254
CONTRAT D'ADHÉSION.....	255
CONTRAT D'AGENCE COMMERCIALE	255
CONTRÔLE JUDICIAIRE (CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, LOI DU 6 MARS 2006)	256
CONVENTION COLLECTIVE (COMMISSION PARITAIRE)	257
CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH) – (INTERPRÉTATION).....	257
COPROPRIÉTÉ.....	258
1. Immeubles (charges).....	258
2. Assemblée (votes).....	258
3. Assemblée (comptes).....	258
4. Action en justice	259
5. Copropriété – Délai d'action en justice.....	260
6. Partie commune	261
CORRESPONDANCE (CONFIDENTIALITÉ) – (VOIR PREUVE, LETTRES MISSIVES).....	261
CORRUPTION (ARTICLES 246 ET 247 DU CODE PÉNAL)	262
1. Qualité de l'agent.....	262
a) Qualité de celui qui s'est laissé corrompre : fonctionnaire, officier public, ou personne chargée d'un service public	262
b) Contrat illicite : agrégation d'offres ou de promesses, réception de dons ou de présents	262
c) But de la corruption : un acte de la fonction	262
2. Délit instantané – Plusieurs faits – Prescription.....	263
COUPS ET BLESSURES VOLONTAIRES (ARTICLE 392 DU CODE PÉNAL)	264
COUPS MORTELS (ARTICLE 401 DU CODE PÉNAL) – (VOIR HOMICIDE)....	264
COUR ADMINISTRATIVE – (VOIR ADMINISTRATION)	265
CRÈCHE	265
CRIME (OU DÉLIT FLAGRANT).....	265
CRIMINEL TIENT LE CIVIL EN ÉTAT (LE) – (VOIR ACTION EN JUSTICE).....	266
CRITIQUE – (VOIR PRESSE).....	266

D

DÉBAUCHE.....	268
1. Le principe de l'autonomie personnelle.....	268
2. Débauche – Club d'échangisme.....	268
DÉCHÉANCE.....	269
DÉCHETS – (VOIR ENVIRONNEMENT).....	271
DÉFAUT-CONGÉ (JUGEMENT).....	271
DÉFENSE (DROITS DE LA)	272
DÉLAI RAISONNABLE – (VOIR PROCÈS ÉQUITABLE).....	272
DÉLÉGATION DE POUVOIR – (VOIR SOCIÉTÉ).....	272
DÉLÉGUÉ DU PERSONNEL – (VOIR TRAVAIL).....	272
DÉLIT CONTINU	273
DÉLIT DE FUITE – (VOIR CIRCULATION)	273
DÉLIT DE RÉSULTAT – (VOIR FRAUDE FISCALE).....	273
DÉMISSION – (VOIR TRAVAIL)	273
DÉNONCIACTION CALOMNIEUSE	273
1. L'autorité destinataire de la dénonciation.....	274
2. 445 alinéa 2 CP.....	274
a) L'autorité	274
b) Spontanéité	274
DÉONTOLOGIE.....	275
Code de déontologie médicale.....	275
DÉPENS (LES)	275
DÉPÔT.....	276
Détérioration de la chose déposée et charge de la preuve ...	276
DÉSAFFECTATION (BIENS DU DOMAINE PUBLIC).....	277
DÉSISTEMENT	277
DESSEIN DE NUIRE.....	278
Définition de l'intention frauduleuse	278
DÉTECTIVE PRIVÉ.....	278
DÉTENTION PRÉVENTIVE	279

1. Mandat de dépôt	279
a) <i>Principe</i>	279
b) <i>Motivation</i>	280
DÉTOURNEMENT DE POUVOIR – (VOIR ADMINISTRATIF)	280
DEVIS – (VOIR CONSTRUCTION)	280
DEVOIR D'EXACTITUDE ET DE VÉRACITÉ – (VOIR PRESSE)	280
DIAGNOSTIC – (VOIR MÉDECIN)	281
DIFFAMATION ET CALOMNIE	281
DIGNITÉ (LE CONCEPT DE)	282
DIRIGEANTS (ET LEUR RESPONSABILITÉ PÉNALE) – (VOIR SOCIÉTÉ)	283
DISCIPLINAIRE	283
Fonctionnaires	283
DISCRIMINATION	284
Discrimination illégale – Loi du 19 juillet 1997	284
DIVORCE (VOIR COMMUNAUTÉ)	285
1. Loi du 27 juin 2018	285
2. Les cas de divorce	286
a) <i>Règle de conflit de lois</i>	286
b) <i>Du divorce par consentement mutuel (art. 230 du Code civil)</i>	286
c) <i>Du divorce pour rupture irrémédiable du lien conjugal...</i>	289
3. Créance liée aux droits de pension	293
4. Liquidation	295
a) <i>Des avantages matrimoniaux</i>	295
5. Logement et indemnité d'occupation	296
6. Droit international privé	297
a) <i>La loi applicable au divorce</i>	297
b) <i>La loi applicable au régime matrimonial</i>	297
DOCUMENTS COMPTABLES	298
DOL (EN DROIT PÉNAL)	298
1. Dol spécial	299
2. Dol général	299
3. Dol civil	299

4. Réticence dolosive	300
5. Dol libéralités	301
DOMICILE.....	302
Élection – Saisie.....	302
DOMICILIATION	302
DOMMAGES AUX PERSONNES – (VOIR PRÉJUDICE)	303
DON.....	303
DONATION.....	305
1. La donation déguisée.....	305
Simulation vente	306
2. La donation indirecte	307
3. La donation-partage (<i>cf. sub Partage d'ascendant</i>).....	308
4. Don manuel – Obligation pour le donataire de prouver.....	308
Don manuel – Obligation de rapport – Charge de la preuve.....	309
Devoir de secours des enfants à l'égard des parents dans le besoin – Exclusion absolue d'une indemnité (non) – <i>Actio de in rem verso</i> – Preuve d'un enrichissement.....	310
5. Réduction (conjoint survivant – réserve)	311
6. Consentement du donneur.....	311
7. Révocation pour inexécution des conditions ou charges	311
a) Conséquence de l'inexécution (partielle) des charges	312
b) Obligation personnelle d'acquitter la charge de donation.....	312
c) Renonciation à l'exécution de la charge.....	313
DOSSIER MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN).....	313
DROIT (SON ESSENCE).....	313
DROIT ADMINISTRATIF – (VOIR ADMINISTRATIF).....	313
DROIT BANCAIRE ET FINANCIER – (VOIR BANQUE)	314
DROIT DE LA CONSOMMATION.....	314
DROIT DE LA CONSTRUCTION – (VOIR CONSTRUCTION)	314
DROITS DE LA DÉFENSE	314

DROITS DE L'ENFANT – (VOIR ENFANT, DIVORCE)	315
DROIT DE RÉPONSE – (VOIR PRESSE)	315
DROIT DES SOCIÉTÉS – (VOIR SOCIÉTÉ)	315
DROIT DE VISITE – (VOIR DIVORCE)	315
DROIT D'HABITATION – (VOIR HABITATION)	315
DROIT DU BAIL – (VOIR BAIL)	315
DROIT JUDICIAIRE PRIVÉ	315
DROIT MÉDICAL – (VOIR MÉDECIN)	315
DROIT DU TRAVAIL – (VOIR TRAVAIL)	315
DROIT PÉNAL	316
1. Le critère du « doute raisonnable »	316
DROIT FISCAL	318
1. Principes fondamentaux de Droit fiscal	318
 E	
ÉBRANLEMENT DE CRÉDIT – (VOIR BANQUE, SURSIS DE PAIEMENT, FAILLITE)	324
ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES (ARTICLE 88-1 DE LA LOI DU 26 NOVEMBRE 1982)	324
1. Principe	324
2. Limites	324
3. Ordonnance et recours	325
4. Destruction des documents	325
5. Recours	326
6. Levée des mesures de surveillance	326
7. Prorogation	326
8. Obligation d'informer	326
9. Infiltrations et observations (Loi du 7 mai 2009)	326
ÉCRITURE	326
Vérification	326
ÉDITEUR – (VOIR PRESSE)	327
EFFET DÉCLARATIF DU PARTAGE – (VOIR COMMUNAUTÉ)	327

ÉGALITÉ (PRINCIPE DE L')	327
1. Égalité des citoyens devant la loi (Article 10bis (1) de la Constitution)	327
2. Égalité des armes (principe de l')	327
ÉLECTION DE DOMICILE – (VOIR APPEL, DOMICILE)	327
EMPLOYÉ ET OUVRIER – (VOIR SECRET PROFESSIONNEL)	327
EMPLOYEUR – (VOIR TRAVAIL)	327
ENFANT – (VOIR AUTORITÉ PARENTALE – LOI DU 27 JUIN 2018)	328
ENREGISTREMENT	330
ENRICHISSEMENT SANS CAUSE	330
ENTRAÎNEUR SPORTIF	330
ENTREPRENEUR DE CONSTRUCTION	331
1. Obligation de prévision	331
2. Respect des plans	332
3. Causes d'exonération – Faits du tiers	332
4. Refuser de suivre les instructions du maître si danger	332
5. Charge de preuve	333
ENVIRONNEMENT	333
1. Responsabilité	333
2. Déchets	334
ESCOQUERIE (ARTICLE 496 DU CODE PÉNAL)	335
1. Définition	335
2. Maneuvres	335
3. Manoeuvres frauduleuses	335
4. Mensonge	335
ESTOPPEL (NUL NE PEUT CONTREDIRE AU DÉTRIMENT D'AUTRUI)	336
1. Principe de cohérence	337
ÉTAT (INDEMNISATION DES VICTIMES) – (VOIR PRÉJUDICE)	337
ÉTRANGER – (VOIR ADMINISTRATION)	337
EUTHANASIE (LOI DU 16 MARS 2009 SUR L'EUTHANASIE ET L'ASSISTANCE AU SUICIDE)	338
1. Dispositions générales	338

2. La demande d'euthanasie ou d'assistance au suicide, conditions et procédure.....	338
EXCEPTION DE LITISPENDANCE – (VOIR LITISPENDANCE).....	339
EXCEPTION <i>OBSCURI LIBELLI</i> – (VOIR EXPLOIT).....	340
EXÉCUTION PROVISOIRE.....	340
EXEQUATUR.....	340
L'ordonnance d'exequatur dans le cadre du règlement CE n° 44/2001.....	340
EXPERT (L') – (VOIR SECRET PROFESSIONNEL).....	341
EXPERT-COMPTABLE – (VOIR COMPTABLE).....	341
EXPERTISE.....	341
1. Impartialité.....	341
2. Finalité.....	342
3. Frais d'expertise.....	342
4. Respect du principe du contradictoire.....	342
5. Opposabilité du rapport.....	343
6. Expertise (au pénal).....	344
a) <i>Principe</i>	344
b) <i>Droits de la défense</i>	344
7. Présence de l'expert – consultant lors des opérations d'expertise – non	345
EXPLOIT	345
1. Libellé obscur	345
2. <i>Obscuri libelli</i>	346
3. Signification – Finalité.....	346
EXPOSÉ SOMMAIRE DES MOYENS – (VOIR APPEL).....	346
EXPROPRIATION.....	346
EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.....	349
1. Définition	349
2. Le droit d'expropriation.....	349
3. L'article 16 de la Constitution	350
4. La déclaration d'utilité publique	350

5. Le Tribunal administratif luxembourgeois et le contrôle de l'utilité publique.....	352
EXTORSION PAR VIOLENCES ET MENACES – (VOIR VIOLENCE, ARMES).....	353
 F	
FAÇADE – (VOIR GROS OUVRAGE)	356
FACTURE (ARTICLE 109 DU CODE DE COMMERCE).....	356
 1. Principe.....	356
a) <i>Portée générale</i>	356
b) <i>Applicabilité aux sociétés commerciales ayant un objet civil.....</i>	356
c) <i>Présomption d'accepter par silence prolongé : l'acceptation peut être expresse ou tacite</i>	356
d) <i>La contestation et le renversement de la présomption d'acceptation</i>	357
e) <i>La contestation doit être précise quant à l'objet</i>	357
f) <i>Preuve de l'envoi de la facture par livre journal</i>	358
g) <i>Facture acceptée</i>	358
 FACTORING	360
Droit commercial	360
FAILLITE	360
 1. Cessation de paiement	360
2. Existence passive de la société dont la liquidation a été clôturée et publiée pendant 5 ans	362
3. Faillite – Crédit en restitution résultant d'un vol – Privilège (non)	362
4. Faillite sur aveu.....	363
5. Procédure : actions nées de la faillite.....	363
6. Suspension des poursuites individuelles.....	364
7. Faillite d'une société ou des associés	364
8. Faillite : le sort réservé aux contrats <i>intuitus personae</i>.....	365
9. Action en comblement de passif – Article 495-1 du Code de commerce – Exigence d'une faute grave et caractérisée.....	365
 FAIT NOTOIRE – (VOIR JUGER)	366

FAUSSES CLÉS	366
FAUTE	366
1. Faute par imprudence.....	367
2. Faute intentionnelle.....	367
3. Causalité	367
FAUX – (VOIR INSCRIPTION DE FAUX)	368
FAUX EN ÉCRITURES – (VOIR INSCRIPTION DE FAUX)	368
1. Préjudice	368
2. Faux grossier – Pas de préjudice.....	369
FAUX TÉMOIGNAGE – (VOIR TÉMOIGNAGE).....	369
FIDUCIAIRE – (VOIR COMPTABLE).....	369
FINANCE (SERVICES FINANCIERS : LOI DU 18 DÉCEMBRE 2006)	370
FLAGRANT DÉLIT	370
FONCTIONNAIRE (CHANGEMENT D'AFFECTATION – INTÉRÊT DU SERVICE) ..	370
FONDS DE COMMERCE	371
1. Nom commercial – Logo	371
2. Vente d'un fonds de commerce.....	371
FONDS DE GARANTIE AUTOMOBILE	373
FORCE MAJEURE – (VOIR BAIL (JOUISSANCE PAISIBLE)).....	373
FORCLUSION	373
FORFAIT – (VOIR CONSTRUCTION).....	373
FORUM SHOPPING.....	374
FRAUDE FISCALE.....	374
1. Infraction de résultat.....	374
2. Délit de résultat.....	374
FRAUDE INFORMATIQUE	375
 G	
GARAGISTE	378
1. Vente d'occasion – Dépôt-vente	378
2. Obligation de conseil	378

3. Kilométrage trafiqué	378
GARANTIE.....	378
GUARDE (VOIR DIVORCE).....	379
1. Interdiction de sortie du territoire.....	379
2. De la garde.....	380
GARDE D'UNE CHOSE.....	382
Structure – comportement.....	382
GESTION DE PORTEFEUILLE – (VOIR BANQUE).....	382
GESTION JOURNALIÈRE – (VOIR SOCIÉTÉ)	383
GRAND-DUC (LE)	383
GROS OUVRAGES (FAÇADE).....	383
 H	
HABITATION	386
HARCÈLEMENT MORAL – (VOIR TRAVAIL).....	386
HARCÈLEMENT OBSESSIONNEL (LOI DU 5 JUIN 2009).....	386
HARCÈLEMENT SEXUEL – (VOIR TRAVAIL).....	386
HOMICIDE OU LÉSIONS INVOLONTAIRES – (ARTICLES 418, 419, 420 DU CODE PÉNAL).....	387
HONORAIRES – (VOIR AVOCAT).....	387
HÔPITAUX – (VOIR MÉDECIN).....	387
HUMOUR – (VOIR PRESSE)	387
 I	
IMMATRICULATION.....	390
IMMUNITÉ DE LA PAROLE – (VOIR AVOCAT).....	390
IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE.....	390
IMPARTIALITÉ DU JUGE (L') – (VOIR JUGE).....	390
IMPÔTS – (VOIR COMMUNAUTÉ, FRAUDE FISCALE).....	390
INCENDIE.....	390
INCLUSIF (LES DROITS DE L').....	391
1. En général.....	391

2. Quand devient-on inculpé ?	391
3. Présomption d'innocence	392
a) <i>Principe</i>	392
b) <i>Article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme</i>	392
c) <i>Prohibition d'une déclaration de culpabilité</i>	393
INDEMNISATION – (VOIR PRÉJUDICE, INFIRMITÉS MULTIPLES, PATHOLOGIE PRÉEXISTANTE, RÉPARATION)	394
INDEMNITÉ D'OCCUPATION – (VOIR COMMUNAUTÉ, LOGEMENT FAMILIAL)	394
INDIVISIBILITÉ (CONNEXITÉ EN DROIT PÉNAL)	394
INDIVISION	395
1. Dettes indivises	395
2. Impenses nécessaires	395
3. Le régime des passifs	396
4. Sursis à la licitation – Conditions	396
5. Règlement de comptes	397
6. Indivision postcommunautaire	397
7. Fusion de deux comptes	400
8. Intérêt commun	400
9. Acte de gestion réalisé par un des coïndivisiaires – Mandat tacite des autres coïndivisiaires (oui) – Nécessité d'une opposition immédiate par les autres coïndivisiaires (oui)	400
10. Avance en capital	401
INFIRMITÉS MULTIPLES – (VOIR INDEMNISATION)	402
INFRACTIONS CLANDESTINES – (VOIR PRESCRIPTION, ABUS DE CONFIANCE, ABUS DE BIENS SOCIAUX)	402
INGÉRENCE	402
Délit d'ingérence	402
INJURE	404
INSANITÉ D'ESPRIT (DONATION – ANNULATION)	406
1. Donation – Nullité pour insanité d'esprit – Notion de l'insanité d'esprit	407

2. Preuve de l'insanité d'esprit – Preuve incombant aux contestataires (oui) – Obligation de rapporter la preuve que l'insanité d'esprit a existé au moment de l'acte querellé (oui).....	408
3. Définition – Charge de la preuve – Renversement de la charge de la preuve en présence d'un état habituel ou permanent d'insanité d'esprit (oui).....	408
INSCRIPTION DE FAUX (PROCÉDURE CIVILE).....	409
INSTRUCTION CRIMINELLE.....	410
1. Pénal – Nullité d'acte de l'instruction préparatoire	410
2. Renvoi devant la Chambre correctionnelle – Charges suffisantes	410
3. Loi du 7 mai 2009 introduisant l'observation et l'infiltration dans le C.I.C.	411
4. L'anonymat dans la procédure pénale.....	415
INTÉGRITÉ PHYSIQUE (ATTEINTE À L')	415
Violences sans contact.....	415
INTENTION CRIMINELLE – (VOIR TENTATIVE DE VIOL)	416
INTENTION FRAUDULEUSE.....	416
INTÉRÊTS	417
1. Intérêts compensatoires.....	417
2. Intérêts légaux.....	417
INTÉRÊT À AGIR	417
INTERNET	419
INTERPRÉTATION (LOI PÉNALE)	419
INTIME CONVICTION.....	420
 J	
JOINT VENTURE	422
JOURNALISTE – (VOIR PRESSE)	422
JUGE.....	422
1. Le juge et son devoir fondamental : l'impartialité	422
2. Renvoi pour suspicion légitime	423
3. Dessaisissement du juge.....	424

JUGEMENT	424
1. Définition	424
2. Motivation	425
3. Motif et dispositif	431
JUGER	432
1. Principes qui régissent la manière de juger	432
2. Principe dispositif	434
3. Le relevé d'office de moyens d'ordre public de protection ...	435
4. Les principes généraux du droit dans l'armature de la pensée judiciaire	436
JURISPRUDENCE	436
Constitutionnalité des lois	437

L

LÉGALITÉ INTRINSÈQUE – (VOIR ANNULATION)	440
LÉGITIME DÉFENSE	440
LÉGITIMITÉ DÉPÉNALISANT	441
LIBÉRALITÉ	442
LIBERTÉ D'EXPRESSION – (VOIR PRESSE)	442
LIBERTÉ DU COMMERCE	442
LICENCIEMENT (LE) – (VOIR TRAVAIL)	442
LICITATION – (VOIR COMMUNAUTÉ)	442
LIQUIDATION	442
LITIGE (INDIVISIBILITÉ) – (VOIR APPEL)	445
LITISPENDANCE	445
Exception de litispendance	445
LOGEMENT DE SERVICE (BAIL À LOYER) – (VOIR BAIL)	446
LOGEMENT FAMILIAL	446
Obligation de secours et d'assistance	447
LOI DU FOR – (VOIR DIVORCE)	448
Lois	448
1. Les travaux parlementaires	448

2. Application dans le temps	448
3. Lois et règlements	449
LUGANO.....	449
Convention de Lugano entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009	449
M	
MAGISTRAT	452
1. L'éthique des magistrats.....	452
MAÎTRE D'OUVRAGE (LE) – (VOIR CONSTRUCTION, VENTE, TROUBLES DE VOISINAGE)	453
MALADIE PROFESSIONNELLE	453
MANDAT	454
MANDAT APPARENT	456
MANDAT D'AMENER (DROIT PÉNAL)	457
1. Principe.....	457
a) <i>Inculpé</i>	457
b) <i>Témoins.....</i>	457
c) <i>Auditions.....</i>	458
d) <i>Refus d'obtempérer</i>	458
e) <i>Nouveau mandat</i>	458
2. Motivation.....	458
MANDAT D'ARRÈT EUROPÉEN	458
MANDAT DE DÉPÔT – (VOIR DÉTENTION PRÉVENTIVE)	459
MANDAT SOCIAL – (VOIR ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ)	460
MANDAT TACITE (ÉPOUX)	460
MARCHÉ À FORFAIT	460
MARCHÉS PUBLICS.....	460
1. Loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics	460
2. Choix du soumissionnaire	463
3. Information des soumissionnaires – retrait rétroactif de la décision	464
MARCHÉ PUBLIC – SOUMISSION À PRIX UNITAIRES.....	465

MARQUE DE FABRIQUE – (VOIR PUBLICITÉ)	466
MÉDECIN	466
1. Principe	466
2. Obligation d'informer le patient	466
3. Charge de la preuve	468
4. Consentement du patient	468
a) <i>Principe</i>	468
5. Contrat d'hospitalisation	469
6. Le chirurgien	469
a) <i>Principe</i>	469
b) <i>Obligations préliminaires (avant intervention)</i>	470
c) <i>Fautes opératoires</i>	470
d) <i>Période postopératoire</i>	470
7. Aléa thérapeutique	471
8. L'anesthésiste	471
9. Diagnostic	471
a) <i>Définition</i>	471
b) <i>Données de la science</i>	472
c) <i>Données acquises de la science et erreur</i>	472
d) <i>Responsabilité médicale – Médecin généraliste – Erreur de diagnostic – Caractère excusable (oui)</i>	472
10. Responsabilité et réparation – Obligation de moyens	473
a) <i>Préjudice réparable</i>	473
b) <i>Homicide involontaire – médecin – carence de la surveillance du patient – Diagnostic fautif</i>	473
11. Le secret médical	474
a) <i>Philosophie suivant la Convention européenne des droits de l'Homme</i>	474
b) <i>Différences entre les lois française, belge et luxembourgeoise</i>	474
c) <i>Caractère du secret</i>	474
d) <i>Consentement de la partie intéressée</i>	475
e) <i>Le dossier médical</i>	475
f) <i>Dossier d'hôpital : la loi du 24 juillet 2014 modifiant la loi du 28 août 1998</i>	477
12. Cabinet médical	477

MÉDIA – (VOIR PRESSE)	478
MÉDIATION PÉNALE (CLASSEMENT)	479
MENACES GRAVES	480
MEURTRE – INTENTION DE TUER	480
1. Article 474 du Code pénal	480
2. Article 475 du Code pénal	480
3. Vol, le but – Meurtre, le moyen – Intention de tuer	480
4. Meurtre	482
5. Assassinat	482
MINISTÈRE PUBLIC – (VOIR PROCUREUR D’ÉTAT)	483
MOTIVATION – (VOIR ACTES ADMINISTRATIFS)	483

N

NATIONALITÉ	486
1. De l’attribution de la nationalité luxembourgeoise par le seul effet de la loi	486
a) <i>Des Luxembourgeois en raison de la filiation</i>	486
b) <i>Des Luxembourgeois en raison de l’adoption</i>	486
c) <i>Des Luxembourgeois en raison de la naissance au Grand-Duché de Luxembourg</i>	487
d) <i>Des Luxembourgeois en raison de la possession d’état</i>	488
2. De l’attribution de la nationalité luxembourgeoise à la suite d’un acte de volonté	488
a) <i>Dispositions générales</i>	488
b) <i>De la naturalisation</i>	489
NÉCESSITÉ	492
NOM	495
1. Nom patronymique : droit à la protection	495
2. Divorce	497
3. Changement	497
NON-ASSISTANCE À PERSONNE EN DANGER	497
Article 410-1 du Code pénal (loi du 13 décembre 1985)	497
NON BIS IN IDEM	499

Droit pénal	499
Action publique – <i>non bis in idem</i>	499
NOSOCOMIE	500
NOTAIRE	504
1. Responsabilité professionnelle – Notaire – Principes	504
2. Notaire – Responsabilité civile – Rédaction d'actes – Obligation d'information – Charge de la preuve pesant sur le notaire.....	505
3. Notaire – Responsabilité civile – Fonction d'officier public – Responsabilité délictuelle – Mandant des clients – Vente d'un immeuble – Paiement des créanciers – Responsabilité contractuelle – C. civ., art. 1991 et 1992.....	506
4. Notaire – Détenzione de fonds d'autrui – Placement sur un compte bancaire – Obligation de négocier un taux d'intérêt avantageux – Loi du 9 décembre 1976, art. 8 et 10....	507
5. Mandat – Mandat salarié – Responsabilité du mandataire – Non-accomplissement de la mission – Présomption de faute – Exonération – Force majeure – Désaccord persistant entre les parties – Exonération (non) – C. civ., art. 1991 et 1992.....	507
6. Office du notaire	507
NUDITÉ	508
NULLITÉ AYANT TRAIT À L'ORGANISATION JUDICIAIRE – (VOIR PROCÉDURE).....	508
NULLITÉ D'UN ACTE D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE – (VOIR INSTRUCTION CRIMINELLE).....	508
NULLITÉ POUR VICE DE FORME – (VOIR APPEL).....	508
 O	
OBLIGATION DE MOTIVER – (VOIR JUGEMENT)	510
OBLIGATION DE MOYENS.....	510
OBLIGATION DE RÉSULTAT.....	510
OBLIGATION D'INFORMER – (VOIR MÉDECIN, BANQUE, CONTRAT, NOTAIRE, AVOCAT)	510
OBLIGATION DU BANQUIER – (VOIR BANQUE).....	511
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE FAIRE.....	511

Exécution forcée	511
<i>OBSCURI LIBELLI – (VOIR EXPLOIT)</i>	511
OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE – (VOIR PRIVILÈGE DE JURIDICTION)	511
OMBUDSMAN	511
Loi du 22 août 2003 instituant un médiateur (dispositions essentielles)	511
OPPOSITION	514
1. Définition	514
2. Portée (en droit civil)	514
3. Effets	514
ORDONNANCE DE RENVOI	515
Son autorité par rapport au juge du fond	515
ORDRE PUBLIC	515
ORDRES DE VIREMENT – (VOIR BANQUIER (RESPONSABILITÉ-VIREMENT))	516
ORGANISATION CRIMINELLE	516
Article 324bis et 324ter du Code pénal	516
oubli (droit à l') – (VOIR VIE PRIVÉE)	516
 P	
PARASITISME	518
PARDON SOCIAL (LE)	519
Sommaire des faits	519
PARENTS – (VOIR RESPONSABILITÉ)	519
PARTAGE	520
PARTAGE D'ASCENDANT	520
Partage cumulatif	520
PARTAGE DES BIENS (EFFET DÉCLARATIF) – (VOIR COMMUNAUTÉ)	521
PARTAGE DES IMMEUBLES (LE PARTAGE EN NATURE) – (VOIR COMMUNAUTÉ)	521
PARTAGE ET DROITS RÉELS IMMOBILIERS	521
PARTENARIAT (LOI DU 9 JUILLET 2004)	523
1. La déclaration de partenariat	523

2. La contribution aux charges du partenariat.....	524
3. La fin du partenariat – Compétence du Juge de Paix	525
PARTENARIAT – LOI DU 3 AOÛT 2010 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI DU 9 JUILLET 2004.....	526
PARTIE CIVILE	530
PASSIVITÉ.....	530
PATERNITÉ	530
PATHOLOGIE PRÉEXISTANTE.....	531
PATIENT	531
PATIENTÈLE.....	541
PEINE DE MORT	542
PEINES.....	542
1. Principe de la légalité.....	542
2. Légalité des sanctions disciplinaires.....	543
3. Principe de la personnalité (en droit pénal).....	544
PENSIONS ALIMENTAIRES	544
PENSION VIEILLESSE.....	545
PÉREMPTE D'INSTANCE (NOTION ET CONDITIONS)	545
PERSONNES MORALES	546
Principe de spécialité	546
PHOTOCOPIE – (VOIR PREUVE).....	547
PLACEMENT D'ENFANT – (VOIR CRÈCHE)	547
PLAGIAT.....	547
PLAN – (VOIR RÈGLEMENT SUR LES BÂTISSES).....	547
PLAN D'AMÉNAGEMENT – (VOIR DROIT ADMINISTRATIF).....	547
PLUMITIF D'AUDIENCE	548
POLICE	549
1. Inspection générale de Police.....	549
a) <i>Missions</i>	549
b) <i>Limites d'action</i>	550
c) <i>Contrôle de légalité</i>	551
d) <i>Enquête administrative</i>	552

e) <i>Enquêtes judiciaires</i>	552
f) <i>Instructions disciplinaires</i>	553
g) <i>Contrôle, conseil et formation</i>	553
PORT D'ARMES	553
POSSESSOIRE ET SERVITUDE	554
1. La protection possessoire	554
2. Enclave	554
3. Complainte	555
4. Le trouble possessoire	555
5. Badge	555
POUVOIRS DU JUGE – (VOIR JUGE)	556
POUVOIRS DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE – (VOIR VENTE, IMMEUBLE EN ÉTAT FUTUR D'ACHÈVEMENT)	556
POUVOIRS PUBLICS	556
1. Fonctionnement défectueux des services judiciaires	556
2. Dommage exceptionnel	556
3. Faute commise par un magistrat – Article 1, alinéa 1 de la loi du 1^{er} septembre 1988	557
PRÉJUDICE	558
Le préjudice et sa réparation	558
1. Les grands principes	558
a) <i>Perte d'une chance</i>	558
b) <i>Réévaluation des provisions payées par l'assureur : non !...</i>	561
c) <i>Le tribunal ne tient pas compte des chances de remariage</i>	561
d) <i>Frais de défense – Honoraires d'avocat</i>	562
e) <i>Nécessité du préjudice</i>	562
f) <i>Perte de revenus et prestations de la législation sociale</i> ..	563
2. L'atteinte à l'intégrité physique	563
a) <i>Infirmités multiples</i>	565
b) <i>Épilepsie post-traumatique</i>	565
3. Les différents dommages moraux	566
a) <i>Principe</i>	566
b) <i>Premium doloris</i>	567

c) <i>Syndrome subjectif</i>	567
d) <i>Préjudice esthétique</i>	567
e) <i>Préjudice d'agrément</i>	569
f) <i>Préjudice psychologique</i>	570
g) <i>Préjudice sexuel</i>	570
h) <i>Préjudice juvénile</i>	572
i) <i>Préjudice d'établissement</i>	572
j) <i>Préjudice moral pour la perte d'un être cher</i>	573
k) <i>Le préjudice psychique et traumatisque</i>	575
l) <i>Premium mortis</i>	576
m) <i>Le préjudice matériel pour perte du soutien financier</i>	577
n) <i>Préjudice d'affection (moral par ricochet)</i>	578
o) <i>Préjudice d'accompagnement</i>	578
p) <i>Recours des organismes de sécurité sociale</i>	579
q) <i>Indemnité pécuniaire</i>	581
4. Expertise	582
a) <i>Lettre de Monsieur le Ministre de la Justice Luc Frieden adressée aux experts assermentés de la branche médicale le 18 octobre 2007</i>	582
b) <i>Lettre de Monsieur le Procureur Général d'Etat J.-P. Klopp adressée aux experts assermentés de la branche médicale le 8 octobre 2008</i>	583
c) <i>Frais et honoraires d'avocat</i>	584
d) <i>Répitibilité des frais de défense</i>	584
e) <i>Taux de capitalisation</i>	586
f) <i>Préjudice – Taux de capitalisation</i>	586
5. Atteinte à sa réputation	587
PRÉJUDICE – ÉVALUATION DES PERTES DE GAINS	587
PRÉJUDICE – PRÉJUDICE MORAL POUR PERTE D'UN ÉPOUX	588
PRÉMÉDITATION (DROIT PÉNAL)	588
PRESCRIPTION	589
1. Civil	589
2. Pénal	589
a) <i>Disposition d'ordre public</i>	589
b) <i>Infractions clandestines (abus de confiance – abus de biens sociaux)</i>	590

c) <i>Suspension de la prescription (en matière pénale)</i>	590
PREScription EN MATIÈRE DE PRESSE.....	591
PRÉSOMPTION D'INNOCENCE	592
PRESSE (LOI DU 8 JUIN 2004)	593
1. Article 24 de la constitution (version modifiée du 27 janvier 2004)	593
2. Média.....	593
3. Journaliste	594
4. Éditeur.....	595
5. Le principe de la « cascade »	596
a) <i>Définition</i>	596
b) <i>Finalité</i>	596
c) <i>Auteur (presse)</i>	597
6. Publication.....	597
7. Droit de réponse	598
8. Devoir d'exactitude et de véracité.....	599
a) <i>Principe</i>	599
b) <i>Obligation de moyens</i>	600
9. Caricature.....	600
a) <i>Définition</i>	600
b) <i>Bases de droit</i>	601
c) <i>Jurisprudence et doctrine</i>	601
d) <i>Limites</i>	602
10. Satire.....	603
a) <i>Définition</i>	603
b) <i>Principe</i>	603
c) <i>Limites</i>	603
11. L'humour.....	605
a) <i>Définition</i>	605
b) <i>Finalité</i>	605
c) <i>Fondement juridique</i>	606
d) <i>Critique</i>	606
12. La critique d'une œuvre (critère subjectif).....	606
13. Secret de l'instruction	606

14. Présomption d'innocence et presse	607
15. Sources (dans le domaine de l'information)	610
16. L'arrêt Roemen-Schmit du 25 février 2003	610
17. Contrôle des sources	612
18. La CEDH marque au terme de récents arrêts un recul de la protection européenne du secret des sources journalistiques	613
PRESCRIPTION EN MATIÈRE DE PRESSE	614
PREUVE EN DROIT CIVIL	614
1. Offre de preuve	615
2. Ouié – dire	615
3. Lettres missives	615
4. SMS	615
5. Impossibilité morale de se procurer un écrit	616
6. Prise en compte du lien familial par parenté ou alliance (non) – Prise en compte du lien affectif réel (non)	616
7. Photocopie	617
8. Blanc-seing (<i>cf. Preuve</i>)	617
9. Reconnaissance dette – Contrat de prêt	617
10. Contrat de prêt – contrat réel – Requalification en promesse de prêt en l'absence de remise des fonds – inexécution de la promesse ouvrant droit à des dommages et intérêts (oui) – Recevabilité d'une demande en exécution forcée (non)	618
11. Prêt de consommation	618
PREUVE (DROIT PÉNAL)	620
PRINCIPE DE L'ACCESSION	620
PRINCIPE DE SPÉCIALITÉ	620
PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT	620
1. Principe du contradictoire	621
2. Principes régissant les droits de la défense	621
3. Principes qui régissent la manière de juger :	622
a) <i>Principe dispositif</i>	622
b) <i>Appliquer d'office une loi</i>	623

c) <i>Qualification des faits</i>	623
d) <i>Appréciation des faits</i>	623
e) <i>Interprétation des lois</i>	624
f) <i>Principe fondamental de procédure : L'appréciation souveraine des faits</i>	624
g) <i>Principe de cohérence : (cf. Estoppel)</i>	624
4. Principe de précaution	624
5. Principe de cohérence	625
PRIVILEGE DE JURIDICTION (DROIT PÉNAL)	626
PRIX DÉRISOIRE (CONTEXTE D'UNE DONATION DÉGUISÉE)	626
PROCÉDURE (CIVILE ET COMMERCIALE)	626
<i>Règles relevant de l'organisation judiciaire</i>	626
PROCÈS	627
1. Compétence <i>ratione materiae</i>	627
2. Compétence <i>ratione loci</i>	627
PROCÈS ÉQUITABLE	627
PROCÈS-VERBAL DE DIFFICULTÉS (LE) – (VOIR COMMUNAUTÉ)	629
PROCUREUR D'ÉTAT	629
A. Définitions	629
B. Impartialité	630
C. Pouvoirs	631
PROCUREUR GÉNÉRAL D'ÉTAT	634
A. Attributions	634
B. Autorité hiérarchique	634
C. Relations entre procureur général et ministre de la Justice	634
D. Enquête préliminaire	635
PROJET D'AMÉNAGEMENT	635
PROMESSE DE VENTE – (VOIR VENTE SOUS 2)	637
PROMOTEUR IMMOBILIER	637
PROPORTIONNALITÉ	638
PROPRE – (VOIR COMMUNAUTÉ)	638
PROPRIÉTÉ (DROIT DE)	638

Abus	638
PROVOCATION.....	639
À usage de stupéfiants	640
PUBLICITÉ.....	640
1. Publicité trompeuse	640
2. Publicité comparative – régime des marques.....	641
 Q	
QUALIFICATION	644
Qualification légale	644
QUALITÉ	644
QUESTIONS PRÉJUDICIELLES (DROIT PÉNAL).....	644
1. Principe.....	644
2. Exception.....	645
a) <i>Exceptions préjudicielles de nature civile</i>	645
b) <i>Exceptions préjudicielles de nature pénale.....</i>	646
c) <i>Exceptions préjudicielles de nature administrative.....</i>	646
3. Régime des exceptions préjudicielles	646
4. Exceptions préjudicielles de droit civil	646
 R	
RADIATION	650
RÉBELLION	650
Éléments constitutifs	650
1. Une attaque ou une résistance avec violences ou menaces.....	650
2. La rébellion requiert le dol général.....	650
3. La protection légale des agents de la force publique	651
RECEL (DROIT PÉNAL).....	651
RECEL SUCCESSORAL.....	651
RÉCEPTION DE L'OUVRAGE	652
RÉCIDIVE (DROIT PÉNAL).....	653
RÉCOMPENSE – PREUVE	653

RECONNAISSANCE DE DETTE	653
1. Remise des fonds	653
2. Commencement de preuve par écrit	653
3. Complément de preuve	654
RECOURS EN ANNULATION	654
RECOURS HIÉRARCHIQUE	654
Règlement grand-ducal du 8 juin 1979, article 1 ^{er}	654
RECTIFICATION – (VOIR JUGEMENT)	654
RÉCUSATION	655
Suspicion légitime	655
REDDITION DE COMPTE	655
RÉFÉRÉ PROBATOIRE (254 C. FR.C.)	658
1. Finalité	658
2. Conditions	658
RÉFÉRÉ PROVISION	658
RÉFÉRÉ SAUVEGARDE OU DE VOIE DE FAIT	659
1. Référé sauvegarde	659
2. Voie de fait	659
RÉGIME MATRIMONIAL	660
Au regard des conventions internationales	660
RÈGLEMENT DE JUGE	661
RÈGLEMENT SUR LES BÂTISSES	661
RÉHABILITATION (LOI DU 6 DÉCEMBRE 1976, INSPIRÉE PAR L'ARTICLE 785 DU C.I.C. FRANÇAIS)	661
REMBOURSEMENT DE DETTES – (VOIR COMMUNAUTÉ)	662
REMPLOI – (VOIR COMMUNAUTÉ)	662
RENONCIATION	662
RÉPARATION (CADRE CONTRACTUEL)	663
1. Pouvoir souverain des juges	663
2. Réparation en nature	663
3. Réparation par équivalent – vente immeuble à construire – vice de construction	663

REPRISE – (VOIR COMMUNAUTÉ)	664
RÉQUISITION SANS INSTRUCTION PRÉPARATOIRE – (VOIR PROCUREUR D'ÉTAT)	664
RES DERELICTA	664
RESCISION (LA LOI DU 27 JUIN 2018) – (VOIR LIQUIDATION)	665
1. Principe	665
2. Sanction	665
3. Confirmation tacite et renonciation	665
4. Liquidation par divorce par consentement mutuel	666
RÉSERVE HÉRÉDITAIRE	667
RÉSIDENCE ALTERNÉE – (VOIR DIVORCE)	667
RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE OU QUASI DÉLICTUELLE	667
1. Devoir général de prudence	668
2. Responsabilité des parents (Article 1384, alinéa 2)	668
3. Responsabilité des dirigeants en matière civile	671
4. Responsabilité des dirigeants et délégation des pouvoirs (en droit pénal)	672
5. Gestion journalière	672
6. Délégation de pouvoir	673
7. Responsabilité médicale	674
8. Responsabilité des pouvoirs publics en matière judiciaire	674
9. Responsabilité des pouvoirs publics – Chantier	676
10. Responsabilité puissance publique (unité des notions d'illégalité et de faute)	677
11. Acceptation des risques	677
12. Pouvoir législatif – Séparation des pouvoirs	678
13. Responsabilité de l'État	678
14. Responsabilité civile	679
RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT POUR FONCTIONNEMENT DÉFECTUEUX DES JURIDICTIONS	680
RESPONSABILITÉ PUSSANCE PUBLIQUE	683
RESPONSABILITÉ DU SALARIÉ – (VOIR TRAVAIL)	684
RESPONSABILITÉ – POURPARLERS PRÉCONTRACTUELS – (VOIR CONTRAT)	684

RESSORTISSANT – (VOIR ÉTAT MEMBRE)	684
RESTITUTION (DROIT PÉNAL)	684
RÉTICENCE – (VOIR ASSURANCE)	685
RÉTROACTIVITÉ (LOI PÉNALE)	685
RISQUES	685
1. Acceptation des risques	685
2. En matière sportive.....	686
 S	
SAISIE (PÉNALE) – (VOIR PROCUREUR D'ÉTAT)	688
SAISIE-ARRÊT (SUR REVENUS)	688
SAISIE COMMERCIALE	692
SAISIES CONSERVATOIRES	692
SAISINE DU TRIBUNAL – MISE AU RÔLE	693
SAISINE <i>IN REM</i> (DROIT PÉNAL)	693
SAISINE – JUGE RÉPRESSIF	694
SANTÉ ET RESPECT DE LA VIE PRIVÉE	694
SATIRE – (VOIR PRESSE)	695
SECOURS ALIMENTAIRE (LA LOI DU 27 JUIN 2018) – (VOIR DIVORCE) ...	695
A. Secours pour enfants	695
B. Secours alimentaire au conjoint dans le besoin	696
C. Refus d'exécution – sanctions pénales	701
SECOURS DES ÉPOUX APRÈS DIVORCE – (VOIR DIVORCE)	701
SECOURS DES ÉPOUX PENDANT LE DIVORCE – (VOIR DIVORCE)	702
SECRÉT BANCAIRE – (VOIR SECRÉT PROFESSIONNEL, BANQUE, BANQUIER) ..	702
SECRÉT D'AFFAIRE	702
SECRÉT MÉDICAL – (VOIR SECRÉT PROFESSIONNEL, MÉDECIN)	703
1. Certificat médical – Assureur	703
2. Dérogations	703
3. Article 13 de la loi du 27 juillet 1992.....	703
SECRÉT PROFESSIONNEL	704

1. Principe général et absolu	705
2. Droit de la défense – légitimité.....	705
3. Dépositaire de secret par état et profession	705
4. L'employé et l'ouvrier.....	706
5. Divulgation de secret de fabrique ou d'affaires – loi du 15 juillet 1993.....	706
6. Délit	707
SÉPARATION DE BIENS ET ENRICHISSEMENT SANS CAUSE	707
Mandat.....	708
Prêt.....	708
Gestion d'affaires.....	709
Enrichissement sans cause	709
Charges du mariage.....	710
SÉPARATION DES POUVOIRS	711
1. Principe.....	711
2. Obligation de séparer.....	712
SÉQUESTRATION.....	712
a) <i>Un acte matériel d'arrestation, de détention ou de séquestration</i>	713
b) <i>L'illégalité de l'arrestation, de la détention et de la séquestration</i>	713
c) <i>L'intention criminelle de l'agent.....</i>	714
d) <i>Le but des actes d'arrestation, de détention ou de séquestration</i>	714
SERMENT – FAUX SERMENT.....	715
SERVICE PUBLIC.....	716
SEXUALITÉ ET RESPECT DE LA VIE PRIVÉE	716
SILENCE.....	716
1. En droit civil.....	717
2. En droit pénal	717
3. En droit commercial	717
SIMULATION	717
SOCIÉTÉS COMMERCIALES	718

SOCIÉTÉ DE FAIT ENTRE ÉPOUX.....	721
SOCIÉTÉ DE GESTION DE PATRIMOINE FAMILIAL (S.P.F.)	
LOI DU 11 MAI 2007.....	722
SOINS PALLIATIFS (LOI DU 16 MARS 2009)	722
SOLIDARITÉ (DROIT PÉNAL).....	725
SOURCES – (VOIR PRESSE).....	725
SPAMMER.....	725
SPORTS	726
STUPÉFIANTS	726
1. Fouilles corporelles.....	726
2. Notion de présomption d'infraction	726
SUBORDINATION	727
SUBSTANCE (ERREUR).....	727
SUCCESSIONS MOBILIÈRES – DONATEUR PRIVÉ	727
SUCCESSIONS – RAPPORT SUCCESSORAL	727
SUICIDE (ASSISTANCE AU) – LOI DU 16 MARS 2009	730
SURSIS DE PAIEMENT.....	730
SUSPENSION DE LA PRESCRIPTION (EN MATIÈRE PÉNALE)	731
 T	
TABAC.....	734
Causalité	734
TAPAGE NOCTURNE	734
Article 561-1 du Code pénal.....	734
TAXES COMMUNALES.....	735
1. Pouvoir fiscal des communes – Étendue – Articles 105 et 107, alinéa 3 de la Constitution	735
2. Compétence des juridictions administratives – Loi communale, Article 153 ; Loi du 7 novembre 1996, Article 8 (1) b).....	735
3. Taxe rémunératoire – Caractéristiques	736
TÉMOIGNAGE	736
Faux témoignage – Éléments constitutifs.....	736

TÉMOINS.....	737
1. L'épouse.....	737
2. Convocation.....	738
3. Ministre si l'État est partie civile.....	738
TEMPÈTE (CHUTE D'UN ARBRE).....	739
TENTATIVE D'ASSASSINAT.....	740
TERRORISME.....	740
Loi du 12 août 2003.....	740
TESTAMENT	740
1. Olographe.....	740
a) Validité d'un testament olographe	741
b) Testament olographe – Production de l'original – Impossibilité – Cas fortuit ou force majeure – Constatation – Portée	742
2. Authentique – Nullité.....	742
3. Notion d'insanité d'esprit – Cancer – État dépressif.....	742
4. Notaire – Appréciation sur état mental du testateur	746
5. Révocation.....	746
6. Perte de l'original.....	747
TRAFFIC ILLICITE DES MIGRANTS	748
TRAITE DES ÉTRES HUMAINS	749
TRANSACTION.....	753
TRANSCRIPTION (DROITS RÉELS IMMOBILIERS).....	754
TRAVAIL – LOI DU 24 MAI 1989 SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL.....	755
1. Définition du contrat de travail.....	755
2. <i>Intuitus personae</i>	756
3. Contrat à l'essai	757
4. Contrat à durée déterminée	757
5. Clause de non-concurrence.....	757
6. Clause de mobilité	757
7. Preuve.....	757
8. Treizième mois	758

9. Critère de fixité de la gratification	758
10. Heures supplémentaires	758
11. Subordination	758
a) <i>Critère essentiel du contrat de travail</i>	758
b) <i>La subordination juridique s'exprime dans les prérogatives de l'employeur.....</i>	759
c) <i>Diverses applications</i>	760
d) <i>Administrateur délégué : (droit du travail).....</i>	760
12. Bonne foi	761
a) <i>La bonne foi : une obligation de loyauté entre les parties au contrat de travail.....</i>	761
b) <i>La bonne foi : une obligation de collaboration entre les parties au contrat de travail.....</i>	762
c) <i>Modification des conditions de travail.....</i>	762
13. Modification substantielle du contrat de travail en défaveur du salarié – Refus d'accepter la modification – Obligation de démissionner – Point de départ du délai de forclusion de trois mois pour agir en justice – Notification de la motivation de la modification du contrat – Nouveau délai d'un an en cas de contestation de la modification pendant le délai de trois mois	763
14. Délégué du personnel.....	764
a) <i>Son rôle.....</i>	764
15. Employeur : droits et obligations.....	764
a) <i>Pouvoir de direction.....</i>	764
b) <i>Obligation de sécurité</i>	765
c) <i>Tolérance des faits « fautifs » par le patron</i>	766
16. Harcèlement moral	766
17. Droit autonome	767
18. Responsabilité du salarié	767
19. Transaction	769
20. Le licenciement	771
a) <i>Motifs réels et sérieux.....</i>	771
b) <i>Référé : contestation sérieuse.....</i>	772
c) <i>Congé parental : suspension du droit de résilier</i>	772
d) <i>Mésentente au sein du personnel</i>	772
21. Licenciement pour faute	773

a) <i>Avertissement</i>	773
b) <i>Fait fautif</i>	773
c) <i>Faute (excuse)</i>	773
d) <i>Mise à pied : salarié en état de grossesse</i>	774
e) <i>Absentéisme</i>	775
f) <i>Le certificat médical</i>	776
22. Licenciement d'une femme enceinte – Délai de 8 jours pour justifier de son état de grossesse	777
23. Licenciement – motifs économiques	778
a) <i>Principe</i>	778
b) <i>Abus</i>	780
c) <i>Choix de la personne licenciée</i>	780
d) <i>Charge de la preuve</i>	781
e) <i>Groupe d'entreprises présentant des entités juridiques distinctes</i>	781
24. Licenciement pour cessation d'activités	782
25. Démission	782
26. Abus	782
27. Indemnisation	782
28. Licenciement avec préavis – Transaction portant uniquement sur l'indemnisation pour le licenciement intervenu – Possibilité pour le salarié de réclamer encore une indemnité pour congés non pris (oui)	783
TRIBUNAL	783
1. Connaissance judiciaire des faits – Conclusions écrites	783
2. Compétence	784
a) <i>Compétence ratione materiae</i>	784
b) <i>Compétence territoriale</i>	784
c) <i>Compétence territoriale et changement de résidence</i>	785
d) <i>Compétence ratione valoris</i>	786
3. Droit d'accès au tribunal	787
TRIBUNAL DE COMMERCE	788
TROTTOIR	789
TROUBLES DE VOISINAGE	789
1. Applications en droit de la construction	790

a) <i>Maître de l'ouvrage</i>	790
b) <i>Entrepreneur de construction</i>	790
c) <i>Perte d'ensoleillement</i>	790
TUTELLE	791
TUTEUR	791
Exclusion – Destitution – Rétractation	791
 U	
UBIQUITÉ (DROIT PÉNAL)	794
UNA VIA ELECTA – (VOIR ACTION CIVILE)	794
URGENCE	794
USUFUIT	794
1. Date de conversion	795
2. Valeur de conversion.....	795
3. Méthode de conversion	795
4. Valorisation de l'usufruit.....	795
5. Taux de capitalisation	796
6. Table Ledoux.....	796
UTILITÉ PUBLIQUE (D') – (VOIR EXPROPRIATION)	796
 V	
VENTE	798
1. Droits réels immobiliers – La loi du 25 septembre 1905	798
2. Vente entre époux	798
3. Promesse de vente	798
4. Prix (Critère du « sérieux »)	799
5. Réticence dolosive	799
6. Vérification (marchandises)	799
7. Vente en état futur d'achèvement	800
8. Vente (immeuble en état futur d'achèvement)	800
a) Propriété du sol	800
9. Les conditions de la loi du 28 décembre 1976 – Articles 1601 et suivants du Code civil	800

10. Vente sous condition suspensive.....	801
11. Vente – Bien indivis	805
12. Vente par voie parée.....	805
13. Les pouvoirs de maître de l'ouvrage	806
14. Réparation vices de construction.....	806
15. Vices cachés	806
16. Voiture automobile.....	807
a) <i>Contrat de vente – Annulation – Erreur sur une qualité substantielle – Vice caché de la chose – Non-cumul de l'action en nullité pour erreur et la garantie des vices</i>	807
b) <i>Vente d'une voiture neuve – Vice caché – Garantie – Gravité – Résolution de la vente – Qualités recherchées par l'acquéreur – Subjectivité pouvant entrer en compte (oui)</i>	808
17. Vices cachés immeuble ancien.....	809
18. Vices rédhibitoires affectant les animaux domestiques	810
19. Vente vices cachés, vente voiture d'occasion.....	811
VENTE PUBLIQUE.....	812
VÉRIFICATION D'IDENTITÉ (DROIT PÉNAL).....	812
1. Principe et critère essentiel.....	812
2. Travaux parlementaires et jurisprudence	813
3. Refus ou impossibilité de prouver l'identité	813
Rétention	813
VÉRIFICATION DE SIGNATURE.....	814
1. Contestation de signature	814
VÉRITÉ (PRESSE).....	814
La Vérité comme devoir fondamental	814
VÉTÉRINAIRE.....	814
VÉTUSTÉ	816
VICES CACHÉS	817
VICES DE CONSTRUCTION.....	817
VICTIME	817
VIE	820

1. La vie privée	820
a) <i>Définition</i>	820
b) <i>Respect de la vie privée</i>	821
c) <i>Santé</i>	823
d) <i>Sexualité</i>	823
e) <i>Nudité</i>	823
f) <i>Nom patronymique</i>	824
g) <i>L'oubli : (Droit à)</i>	824
h) <i>Domicile (révélation par la presse)</i>	826
i) <i>L'image</i>	826
j) <i>Renonciation : (droit protégeant la vie privée)</i>	827
2. La vie publique	827
a) <i>Définition</i>	827
VIOL.....	828
1. Absence de consentement – Violences – Menaces – Intention criminelle	831
2. Tentative de viol.....	832
VIOLENCES.....	833
1. Consentement – Tentative de viol – Légitime défense.....	833
2. Violences domestiques : loi du 8 septembre 2003.....	833
3. Article 470 du Code pénal – Extorsion.....	833
VOIES DE FAIT – (VOIR VIOLENCES)	834
VOISINAGE (TROUBLES DE).....	834
VOITURE	835
VOITURIER	835
VOL AVEC VIOLENCE – ARMES.....	836
1. Maison habitée	836
2. Armes.....	836
3. Universalité	836
4. Article 461 du Code pénal – Vol simple	837
5. Soustraction frauduleuse – Meubles corporels	837
6. Seuls les meubles corporels sont susceptibles de vol.....	837
VOL DOMESTIQUE.....	837

Article 464 du Code pénal	838
VOL D'USAGE – VÉHICULE DE SERVICE.....	839
VOL ENTRE ÉPOUX.....	839
VOL – FAUSSES CLÉS	839
VOL – <i>RES DERELICTA</i>	840
Bibliographie	841
Table des matières.....	849